



**PRÉFET
DE TARN-ET-GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot
Pôle Carrières et Déchets
2 quai de Verdun
82000 Montauban

Montauban, le 03/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/07/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

OSAGRA

1315 Route de Laujol
82200 Moissac

Références : SV/S-2025-0385
Code AIOT : 0006802931

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/07/2025 dans l'établissement OSAGRA implanté Combals Védarmes 82150 Belvèze. L'inspection a été annoncée le 20/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle qui fixe pour ce type d'établissement une fréquence de contrôle annuelle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- OSAGRA
- Combals Védarmes 82150 Belvèze
- Code AIOT : 0006802931

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Cette carrière sise sur le territoire de la commune de BELVÈZE a été autorisée initialement par l'arrêté préfectoral n° 2010-761 du 24 mars 2010. Par arrêté préfectoral d'autorisation de renouvellement et d'extension n° 82-2018-08-13-004 du 13 août 2018, elle a été autorisée à poursuivre son activité pour une durée de 30 ans.

L'emprise ICPE de la carrière est d'environ 69ha70ca pour une surface exploitable d'environ 53 ha. La production annuelle maximale autorisée est de 400 000 tonnes, pour un rythme moyen de 300 000 tonnes.

Les blocs abattus sont repris par une pelle et transportés par tombereaux jusqu'à l'installation de broyage-concassage-criblage.

Depuis deux ans, l'exploitant a investi massivement pour améliorer ses ateliers et son stockage de produits dangereux, son aire de lavage et d'entretien, et a mis en place des bassins de décantation et un bassin d'orage lui permettant d'avoir un volume d'eau nécessaire pour le bon fonctionnement de ses installations notamment en terme d'émission de poussière dans l'environnement.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Admission	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 2	Avec suites, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Registre d'admission	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9	Avec suites, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
12	Retombées de poussière dans l'environnement	Arrêté Préfectoral du 05/03/2024, article 3.2.1.	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
13	Vibration	Arrêté Préfectoral	/	Demande de	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
		du 13/08/2018, article 6.3.2.		justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	
15	Clôture et affichage	Arrêté Préfectoral du 13/08/2018, article 7.2.2.	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Procédure acceptation préalable	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet
3	Document préalable	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet
4	Admission déchargement	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7	Avec suites, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
6	Remblayage carrières déchets utilisables	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3 II	Avec suites, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
7	Track-déchets	Autre du 01/04/2021, article R.541-43- II du CE	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Recyclage déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article Article 5 hors sortie statut déchets	Avec suites, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
9	Traçabilité des terres excavées et sédiments	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article Article 6	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet
10	Rejet eaux superficielles	Arrêté Préfectoral du 13/08/2018, article 4.3.1.	/	Sans objet
11	Niveau sonore	Arrêté Préfectoral du 05/03/2024, article 6.2.2.	/	Sans objet
14	Registre et Plans	Arrêté Préfectoral du 13/08/2018	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis en place les équipements lui permettant de limiter l'impact de son activité sur l'environnement, grâce aux deux brumisateurs mis en place au niveau des installations de traitement. Il doit vérifier régulièrement l'état de sa clôture et la présence des panneaux signalant les dangers associés. Une attention particulière doit être portée sur la mise à disposition des résultats des mesures réglementaires, sans oublier de transmettre les documents à l'inspection des installations classées lorsque cela est prévu.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Admission

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions.
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 05/11/2024 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant date d'échéance qui a été retenue : 06/01/2025
Prescription contrôlée : <p>I. - Les installations visées à l'article 1er ne peuvent ni admettre ni stocker :</p>

<p>- des déchets présentant au moins une des propriétés de danger énumérées à l'annexe I de l'article R. 541-8 du code de l'environnement, notamment des déchets contenant de l'amiante comme les matériaux de construction contenant de l'amiante, relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets, les matériaux géologiques excavés contenant de l'amiante, relevant du code 17 05 03* de la liste des déchets et les agrégats d'enrobé relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets ;</p> <p>- des déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30 % ;</p> <p>- des déchets dont la température est supérieure à 60 °C ;</p> <p>- des déchets non pelletables ;</p> <p>- des déchets pulvérulents, à l'exception de ceux préalablement conditionnés ou traités en vue de prévenir une dispersion sous l'effet du vent ;</p> <p>- des déchets radioactifs.</p> <p>II. - En outre, les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 ne peuvent ni admettre ni stocker les déchets provenant de la prospection, de l'extraction, du traitement et du stockage de ressources minières, y compris les matières premières fossiles et les déchets issus de l'exploitation des mines et carrières, y compris les boues issues des forages permettant l'exploitation des hydrocarbures.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente un document se nommant "Procédure d'acceptation préalable et contrôle des déchets".</p> <p>L'inspection constate que celle-ci n'a ni référence, ni version et ne fait pas mention du rédacteur et de l'approbateur.</p> <p>Cette procédure liste les déchets admis et les déchets refusés.</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant que les matériaux des codes déchets suivants doivent faire l'objet de recyclage :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 17 01 01 = béton, • 17 01 02 = briques • 17 01 03 = tuiles et céramiques • 17 01 07 = mélanges de béton, briques, tuiles et céramiques autres que ceux visés à la rubrique 17 01 06 • 17 03 02 = mélanges bitumineux autres que ceux visés à la rubrique 17 03 01 <p>L'exploitant précise que cette procédure a fait l'objet d'une présentation à l'ensemble du personnel en date des 19 et 20 décembre 2024.</p> <p>Il est présenté à l'inspection la liste d'émargement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de faire évoluer sa procédure pour prendre en compte les observations de l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Procédure acceptation préalable

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions.

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 05/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 06/01/2025

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation visée à l'article 1^{er} met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation. L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 2 du présent arrêté. Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure :

- qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ;
- que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ;
- que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante. Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II.

Constats :

La procédure décrite dans le point de contrôle précédent précise les opérations de contrôle préalable que l'exploitant doit réaliser.
L'inspection n'a pas d'observation à formuler.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Document préalable

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions

Point de contrôle déjà contrôlé :

<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 05/11/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 06/01/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ; - le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ; - le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ; - l'origine des déchets ; - le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - la quantité de déchets concernée en tonnes. Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 3. <p>Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant. La durée de validité du document précité est d'un an au maximum.</p> <p>Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente le document d'acceptation préalable numéroté 99.</p> <p>L'inspection constate que le document précise:</p> <ul style="list-style-type: none"> • le nom et les coordonnées du producteur des déchets, • le nom et les coordonnées de la société en charge des travaux, • le nom et les coordonnées du transporteur, ainsi que le numéro de récépissé selon le R.541-53 du Code de l'environnement, • l'origine des déchets (provenance, environnement du chantier, coordonnées GPS, etc.), • le libellé ainsi que le code à six caractères des déchets, • la quantité des déchets, durée du chantier et date de 1ère livraison estimée, <p>Ce document est daté et signé par les différents intervenants et précise la durée de validité.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Admission déchargement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 05/11/2024

- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 05/03/2025

Prescription contrôlée :

Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant de l'installation.

Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.

Constats :

L'exploitant précise avoir mis en place un quadrillage au niveau de la partie en cours de remblaiement.

Il indique que la zone de réception est plus étroite.

L'inspection constate la mise en place de panneaux pour informer des limites de la zone de déchargement.

Par ailleurs, l'exploitant indique qu'après le contrôle visuel par l'agent de la bascule, le contrôle visuel au déchargement est effectué par le conducteur de la chargeuse.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Registre d'admission

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 05/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 05/03/2025

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un registre d'admission. Outre les éléments visés à l'arrêté du 29 février 2012 sur les registres, il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :

- l'accusé d'acceptation des déchets ;
- le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 7 et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ;
- le cas échéant, le motif de refus d'admission.

Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant présente son registre d'admission, et précise que le bon de pesée fait office d'accusé d'acceptation des déchets, et que le résultat du contrôle visuel est indiqué sur celui-ci. De plus il indique qu'à partir du moment où le chargement est accepté, cela implique que le contrôle visuel a été réalisé et qu'il était bon. Il s'engage à faire apparaître une colonne spécifique dans son registre précisant : Contrôle visuel (OUI / NON) et le résultat.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de consigner dans son registre le résultat du contrôle visuel et le motif de refus le cas échéant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Remblayage carrières déchets utilisables

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3 II
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 05/11/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 05/03/2025
Prescription contrôlée : II. - Les déchets utilisables pour le remblayage sont : - les déchets d'extraction inertes, qu'ils soient internes ou externes, sous réserve qu'ils soient compatibles avec le fond géochimique local ; - les déchets inertes externes à l'exploitation de la carrière s'ils respectent les conditions d'admission définies par l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé, y compris le cas échéant son article 6.
Constats : L'exploitant présente une analyse de la compatibilité entre les matériaux mis en remblais et le

fond géochimique local n° OCCI24-024 de janvier 2025 réalisé par AC D'EAU.

Cette analyse a été réalisée via les prélèvements et analyses sur des échantillons composites des 3 horizons naturellement présents sur la carrière :

- le sol naturel (Sol3),
- les terres de découverte et stériles (Sol2)
- le calcaire en place (Sol1),

ainsi que sur 2 échantillons composites issus des différents stocks de remblais présents (5 stocks pour chaque échantillon composite).

Le résultat de cette analyse précise : "Les matériaux utilisés comme remblais sont compatibles avec le fond géochimique local et l'arrêté du 12 décembre 2014. Ils ne présentent pas de risque de dégradation des eaux superficielles, souterraines et des sols."

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Track-déchets

Référence réglementaire : Autre du 01/04/2021, article R.541-43- II du CE

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 05/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 06/01/2025

Prescription contrôlée :

II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :

1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ;

2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ;

3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ;

4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ;

5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3.

A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre

chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique disposer d'un compte track-déchets et précise qu'il n'arrive pas à téléverser les informations correctement.</p> <p>Par courriel, 18 juillet 2025, l'exploitant a communiqué le message d'erreur qu'il obtient lors du téléversement.</p> <p>L'inspection a fait remonter le problème et est en attente d'une réponse du BRGM.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant d'obtenir un compte à Trackdéchets et de transmettre les informations concernant la réception des déchets inertes extérieurs (code déchets 17 05 04 et 20 02 02) conformément à la fréquence prévue par la réglementation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Recyclage déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article Article 5 hors sortie statut déchets
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 05/11/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 05/03/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les producteurs ou détenteurs de déchets qui traitent des déchets au moyen d'une préparation en vue de leur réutilisation, d'un recyclage ou d'autres opérations de valorisation de ces déchets, y compris lorsque ces déchets cessent d'être des déchets en application de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, tiennent à jour un registre chronologique des produits et matières issus de ces opérations de valorisation et qui ne sont plus des déchets.</p> <p>Ce registre contient au moins, pour chaque type produits et matières sortants, les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date d'utilisation sur site ou sortie du site :</p>

<p>- la date d'utilisation sur le site, ou la date de l'expédition si le produit ou la matière n'est pas utilisé sur le site ;</p> <p>b) Concernant la nature et quantité :</p> <p>- la nature du produit ou de la matière issue de l'opération de valorisation ;</p> <p>- la quantité du produit ou de la matière issue de l'opération de valorisation en tonne ou en m³ ;</p> <p>c) Concernant l'opération de traitement :</p> <p>- le code du traitement qui a été effectué, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;</p> <p>- la qualification du traitement final qui a été effectué, vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;</p> <p>- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée ;</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le registre des déchets sortants. Celui possède l'ensemble des informations requises.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Traçabilité des terres excavées et sédiments

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article Article 6</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 05/11/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 05/03/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les personnes effectuant un transit, un regroupement ou un traitement de terres excavées et sédiments ayant ou non le statut de déchet, y compris les personnes les valorisant, notamment en remblayage, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les lots de terres excavées et sédiments entrants. Le registre des terres excavées et sédiments entrants contient au moins, pour chaque lot entrant, les informations suivantes :</p>

a) Concernant la date d'entrée dans l'installation :

- la date de réception ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle des terres excavées et sédiments ;
- les données issues de l'analyse chimique des terres excavées et sédiments lorsque cette analyse est nécessaire pour valoriser ou éliminer les terres excavées et sédiments, ou lorsque ces données sont disponibles ;
- lorsque les terres excavées et sédiments ont le statut de déchet, le code déchet au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- s'il s'agit de déchets POP au sens de la définition de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement ;
- la quantité de terres excavées et sédiments en tonne ou en m3 ;

c) Concernant l'origine et le transport des terres excavées et sédiments :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial des terres excavées et sédiments ;
- la ou les parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées et sédiments avec leurs identifications, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de production ;
- l'identifiant du terrain lorsque les terres ont été extraites d'un terrain placé en secteur d'information sur les sols au titre de l'article L. 125-6 ;
- la raison sociale et le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des terres excavées et sédiments ;
- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, et s'il y a lieu, leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, et leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si les terres excavées ou les sédiments sont gérés par un courtier ou un négociant ;

d) Concernant l'opération de traitement :

- le code du traitement qui va être opéré selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets. Lorsque les terres excavées et sédiments n'ont pas le statut de déchet, est choisi le code de traitement le plus approprié au vu de l'utilisation qui sera faite des terres

<p>excavées et sédiments ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - lorsque les terres excavées et sédiments sont valorisés en remblayage, notamment dans le cadre d'un projet d'aménagement ou en lien avec des infrastructures linéaires de transport, ou dans le cadre d'une activité agricole au sens de l'article L. 311-1 du code rural et de la pêche maritime, les parcelles cadastrales de destination avec leur identification, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de valorisation ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente son registre des déchets entrants sur le site. Celui-ci possède l'ensemble des informations requises par la réglementation.</p> <p>L'exploitant doit avoir une vigilance accrue pour faire apparaître les références des parcelles cadastrales, si celles-ci existent, les coordonnées GPS sont à indiquer uniquement lorsqu'il n'y a pas de référence.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant veillera à mettre à jour son registre en faisant apparaître les références cadastrales pour les parcelles concernées dans son registre.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Rejet eaux superficielles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2018, article 4.3.1.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des rejets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes : • le pH est compris entre 5,5 et 8,5, • la température est inférieure à 30 °C, • les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l, • la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/l, • les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l. Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites. Les valeurs sont déterminées selon les normes appropriées décrites dans l'arrêté ministériel du 7 juillet 2009. La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l. L'émissaire de rejet du bassin est équipé d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement. Ces émissaires concernent les rejets des bassins de décantation ainsi que du déshuileur.</p> <p>Les rejets sont localisés au voisinage des coordonnées suivantes : Point de rejet Coordonnées (Lambert II étendu km) Milieu récepteur X Y 1 499.512 1924.676 Fossé bordant la RD2, bassin versant de La Séoune 2 499.650 1924.612 3 499.732 1924.599 4 499.923 1924.557 5 500.298 1925.063 Ruisseau de Gragnayre</p>

<p>Le débit et les paramètres (pH, température, MEST, DCO et hydrocarbures) du rejet sont contrôlés, au moins une fois par an, en période normale de fonctionnement de l'exploitation. Les résultats de ces analyses et les commentaires associés sont communiqués à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente le rapport de contrôle de la qualité des eaux superficielles n° SE 3954 de juillet 2025.</p> <p>Les prélèvements ont eu lieu le 28 mai uniquement au niveau des points 1, 4 et 5, car il n'y avait pas d'écoulement sur les autres points.</p> <p>L'inspection constate que l'ensemble des résultats est conforme et même inférieur au seuil de quantification du laboratoire pour les paramètres suivants : DCO Hydrocarbures totaux et MES.</p> <p>L'inspection constate que les ouvrages mis en place par l'exploitant sont efficaces.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Niveau sonore

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/03/2024, article 6.2.2.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle du niveau sonore</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un contrôle des niveaux sonores, en période normale de fonctionnement des installations et du concasseur mobile, est effectué aux frais de l'exploitant par un organisme compétent dès la première campagne de concassage avec le groupe mobile ou au plus tard sous 12 mois à compter la notification du présent arrêté, puis tous les ans. Ce contrôle sera également effectué à chaque changement notable de configuration et chaque fois que l'inspection des installations classées en fera la demande. Les résultats de ces contrôles assortis des commentaires éventuels sont transmis à l'inspection des installations classées. La localisation des points de contrôle correspond au plan présenté au chapitre 9.4 du présent arrêté. Toute modification est préalablement soumise à l'avis de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il est présenté à l'inspection le rapport de contrôle n° BE3954 de juillet 2025 effectué par le bureau d'étude SOE Ingenierie Conseil.</p> <p>Les résultats de l'émergence sonore aux points de mesures (2, 3, 4, 5 et 6), ainsi que la valeur en limite de propriété sont conformes aux valeurs limites autorisées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Retombées de poussière dans l'environnement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/03/2024, article 3.2.1.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des émissions atmosphériques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un réseau approprié de mesures de retombées de poussières dans l'environnement est mis en</p>

place selon des modalités fixées dans l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé. Un plan de surveillance des émissions de poussières est établi par l'exploitant. Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site. Ce plan comprend la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre. L'exploitant transmet dans les trois mois suivant la notification de l'arrêté une mise à jour de ce plan en tenant compte de l'ajout du concasseur mobile. Cette localisation pourra être ajustée le cas échéant en fonction de conditions météorologiques notamment. Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le plan de surveillance comprend :

- au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a),
- le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situées à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b),
- une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c).

Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois. Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue de $500 \text{ mg/m}^2/\text{j}$, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle.

Par la suite, si un résultat excède la valeur de $500 \text{ mg/m}^2/\text{jour}$ et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel prévu ci-après, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions. Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme NF X 43-014 (2017) dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires de l'arrêté du 22 septembre 1994 modifié.

Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en $\text{mg/m}^2/\text{jour}$. L'objectif à atteindre est de $500 \text{ mg/m}^2/\text{jour}$ en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance. En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu ci-après, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.

La carrière dont la surface n'est pas située sur le territoire d'une commune couverte par un plan de protection de l'atmosphère, la mise en œuvre d'une station météorologique sur site peut être remplacée par l'abonnement à des données corrigées en fonction du relief, de l'environnement et de la distance issues de la station météo la plus représentative à proximité de la carrière exploitée par un fournisseur de services météorologiques.

Chaque année l'exploitant établit un bilan des mesures réalisées. Ce bilan annuel reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin (a), des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation. Il est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.

Constats :

L'exploitant présente le bilan de la surveillance 2024 conformément au plan de surveillance des émissions de poussières mis en place.

L'inspection constate que :

- Pour la campagne du 30 octobre au 2 décembre 2024, les valeurs sont comprises entre 38,6 à $81,1 \text{ mg/j/m}^2$

- Pour la campagne du 30 avril au 30 mai 2025, les valeurs sont comprises entre 79,6 et 157,1 mg/j/m² (mesure après brûlage de la partie organique)

L'inspection rappelle que sous couvert de la rubrique n° 2515, la surveillance des retombées de poussières doit être réalisée trimestriellement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de faire apparaître une photo de chacune des jauges et de justifier que la végétation environnante ne puisse pas faire écran lors des campagnes de mesures.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : Vibration

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2018, article 6.3.2.

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des vitesses particulières

Prescription contrôlée :

L'exploitant fait procéder à un contrôle des vitesses particulières pondérées et des niveaux de pression acoustique de crête :

- lors de chaque tir, au niveau d'une des habitations voisines, à minima, situées à proximité de la zone d'extraction,
- lors de chaque tir au niveau de la coopérative agricole voisine, lorsque le point de tir est situé à moins de 200 mètres de celle-ci.

Les résultats des mesures de vibration assortis des commentaires éventuels sont enregistrés informatiquement pour assurer le suivi des tirs de mines. Le document informatique doit contenir, pour chaque tir, les informations suivantes : date, charge unitaire (en kg), distance entre le tir et l'appareil de mesure (en m), la localisation de l'emplacement de mesure, la vitesse de vibration brute (en mm/s), la vitesse pondérée (en mm/s), la référence du capteur, le niveau de décibel (en dBL).

[...]

L'exploitant transmet annuellement le document informatique à l'inspection des installations classées. En cas de besoin et selon son résultat, ce contrôle pourra être renforcé à la demande de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le tableau de suivi des tirs de mines pour l'année 2024 et 2025, reprenant l'ensemble des résultats des valeurs particulières pondérées.

Par sondage, l'inspection a consulté un tir de mine et les valeurs des vitesses particulières pondérées respectaient les valeurs réglementaires.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit sous un délai d'un mois transmettre à l'inspection le tableau prévu par l'article susvisé.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 14 : Registre et Plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2018
Thème(s) : Autre, Plan d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit et met à jour au moins une fois par an un plan, d'échelle adaptée à sa superficie, sur lequel figurent :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les limites de la présente autorisation ainsi qu'une bande de 50 mètres au-delà de celles-ci, • les bords des fouilles, • les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, • les pentes des pistes internes de la carrière, • les zones remises en état avec une symbolisation spécifique pour chaque type de terrain réaménagé, • les zones préservées telles que déterminées dans le diagnostic écologique constituant la demande, • la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques, et s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu des réglementations applicables.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente le plan d'exploitation du 23 décembre 2024 (relevé terrain le 26 novembre 2024) réalisé par la société SOGEXFO géomètres-experts. Ce plan reprend l'ensemble des informations requises.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Clôture et affichage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2018, article 7.2.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Affichage du danger
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>L'interdiction d'accès au public est affichée en limite de l'exploitation à proximité de chaque accès et en tout autre point défini en accord avec l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>L'accès à toute zone dangereuse des travaux d'exploitation est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif reconnu équivalent en accord avec l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des zones de stockage des déchets d'extraction inertes résultant du fonctionnement de la carrière, d'autre part, à proximité des zones clôturées.</p>
Constats :

<p>L'inspection constate que le site est ceint d'une clôture efficace sur toute la limite ICPE du site, mais qu'il manque des panneaux signalant les risques et dangers associés à l'exploitation de la carrière.</p> <p>L'exploitant s'engage à acheter des panneaux complémentaires et à les positionner au niveau de sa clôture aux endroits où ceux-ci sont absents.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant justifiera de la mise en place des panneaux signalant les risques et dangers liés à l'exploitation de son site.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>